



La Protection Sociale et L'Economie des Soins en Afrique

Début du cours : 26 janvier 2026

Date limite des candidatures : 24 janvier 2026

 CERTIFICAT

 COURS EN LIGNE

Langues : Français - Anglais

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT

<https://forms.gle/dRhgYjhjkGmZadji7>



La Protection Sociale et L'Economie des Soins en Afrique

APPEL A CANDIDATURES

ANNONCE EN BREF

Genre : Cours à court-terme

Domaine : Protection sociale

Début du Cours : 26 janvier 2026

Durée : 4 Semaines

Langues : Français - Anglais

Location : Cours en Ligne

Frais : Prise en charge par la CEA

Date Limite de dépôt des candidatures : 24 janvier 2026

Public Cible:Technocrates spécialisés en Protection sociale



N.B. : L'IDEP encourage et soutient vivement la participation de fonctionnaires féminins dûment qualifiés à son programme de développement des capacités et de formation.

JUSTIFICATION DU PROGRAMME

Les sociétés africaines subissent actuellement des transformations majeures qui mettent à l'épreuve leurs systèmes de protection sociale et leurs populations vulnérables.

La première transformation s'opère sur le plan économique. L'Afrique a connu un démarrage fulgurant au XXI^e siècle, se hissant au deuxième rang mondial des régions à la croissance la plus rapide entre 2000 et 2015 (UNECA 2015). Toutefois, cette croissance est au ralenti depuis, et sous l'effet persistant de la crise financière mondiale et de la chute des prix des matières premières. Elle s'est même enrayée ces dernières années ; les crises sanitaires et géopolitiques liées à la pandémie de COVID-19 et à la guerre en Ukraine ayant mis en lumière la grande vulnérabilité du continent aux facteurs externes. Ces tendances ont entraîné des conséquences désastreuses sur l'emploi et la sécurité économique, compte tenu de la faible diversification de l'économie et de sa dépendance aux industries minières et extractives.

Une seconde transformation est d'ordre démographique. Depuis les années 1990, l'Afrique connaît une profonde transition démographique, marquée par une baisse de la natalité, une urbanisation croissante, la nucléarisation des familles et un vieillissement précoce de la population. Le taux de natalité moyen en Afrique est passé de 6,3 en 1990 à moins de 4,5 aujourd'hui ; l'exode rural a fait passer la part de la population urbaine de 28 % à 43 %, malgré une fécondité plus élevée en milieu rural ; et l'espérance de vie a progressé d'environ 50 à 61 ans, malgré l'impact attendu de la pandémie. Si certaines de ces tendances démographiques offrent des perspectives prometteuses, elles exercent également une pression sur l'emploi urbain et la prise en charge des populations vulnérables.

Les indicateurs sociaux tels que l'éducation et la santé illustrent également les défis auxquels l'Afrique est confrontée malgré la croissance économique. Les investissements dans les services sociaux n'ont pas suivi le rythme de la croissance démographique et des besoins associés. Les taux de scolarisation se sont améliorés, mais la qualité et les taux d'achèvement, en particulier dans les zones rurales, restent faibles. L'accès aux soins de santé a également montré des disparités. Des progrès ont été réalisés en matière de santé maternelle et infantile, mais des problèmes comme la malnutrition et les maladies transmissibles persistent. La pandémie a exacerbé ces défis, entraînant des reculs dans les systèmes de santé et l'accès aux services essentiels, en particulier pour les plus vulnérables.

Reconnaissant le rôle capital de la protection sociale pour relever les défis de la pauvreté et de l'instabilité économique en Afrique, les Objectifs de développement durable (ODD) appellent les pays à « mettre en place des systèmes de protection sociale adaptés au niveau national pour tous, y compris des socles, et à assurer d'ici à 2030 une couverture substantielle des pauvres et des personnes vulnérables » (cible 1.3). Les systèmes de protection sociale tels que les transferts monétaires, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels peuvent promouvoir l'inclusion sociale, atténuer les impacts des chocs économiques et soutenir les populations vulnérables.

De nombreux pays africains ont besoin de systèmes de protection sociale robustes, en particulier pour les travailleurs informels, les jeunes qui ne sont ni dans l'éducation, l'emploi ou la formation qui constituent une part importante de la population active. Le renforcement de ces systèmes peut contribuer à amortir les effets des ralentissements économiques, tels que ceux observés pendant la pandémie de COVID-19, en fournissant une assistance rapide à ceux qui en ont besoin.

Les systèmes de soins sont très importants dans le contexte africain, en particulier compte tenu des taux élevés d'emploi informel, des familles nombreuses et de la forte dépendance aux réseaux intergénérationnels en matière de soins. Ces systèmes, essentiels au bien-être et à la

stabilité de la société, ne sont pas toujours suffisamment valorisés dans les régimes de protection sociale officiels. Ils incluent des tâches telles que la garde des enfants, les soins aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées et d'autres tâches domestiques. En Afrique, le travail de soins est essentiellement effectué par les femmes et reste largement non rémunéré et sous-valorisé, contribuant ainsi à la persistance des inégalités entre les sexes.

Répondre aux besoins de tous ces groupes exige à la fois une volonté politique et une efficacité des politiques. Cette volonté politique se manifeste par l'adoption des ODD et des cibles pertinentes, notamment les cibles 5.3 et 5.4, qui appellent les pays à « reconnaître et valoriser le travail domestique et de soins non rémunérés par la mise en place de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale, ainsi que par la promotion du partage des responsabilités au sein du ménage et de la famille, selon les spécificités nationales ».

Cette volonté politique doit se traduire par la mobilisation des ressources. Les systèmes de protection sociale, tels que les transferts monétaires, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux autres services essentiels, peuvent favoriser l'inclusion sociale, atténuer les effets des chocs économiques et soutenir les populations vulnérables. La réalisation de la cible 1.3 des ODD relative aux systèmes de protection sociale pour tous dans les pays en développement d'ici à 2030 est estimée à 1 000 milliards de dollars, soit 3,3 % de leur PIB cumulé. Pour les pays à faible revenu, le déficit de financement est estimé à 78 milliards de dollars par an, soit près de 16 % de leur PIB cumulé en moyenne.

Face à ces lacunes, les gouvernements doivent concevoir et gérer efficacement leurs programmes. Cela implique que les responsables publics possèdent les connaissances et les compétences nécessaires pour élaborer des systèmes garantissant une prestation de services efficace. Le renforcement des capacités, l'amélioration de la collecte de données et l'efficacité de la prestation de services sont essentiels pour rendre les systèmes de protection sociale performants, durables et adaptés aux défis structurels à court et à long terme.

C'est dans ce contexte que l'IDEP organise le cours sur « **La protection sociale et l'économie des soins en Afrique** ».

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

L'objectif du cours est de fournir aux cadres moyens et supérieurs et aux décideurs une compréhension globale de la protection sociale et de l'économie des soins en Afrique, y compris la conception, le financement, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation des politiques et programmes connexes.

À l'issue de ce programme de renforcement de capacités, les participants devraient avoir acquis:

- Une meilleure compréhension des cadres de protection sociale et des systèmes de soins.
- Une connaissance des outils et mécanismes existants pour assurer la viabilité financière des systèmes de protection sociale, y compris des informations sur la relation entre protection sociale, finances publiques et stabilité économique.
- Une Connaissance et expertise pour concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques de protection sociale

- Des compétences pour élaborer des stratégies visant à promouvoir une protection sociale sensible au genre et aux soins et à mettre en place des systèmes réactifs aux chocs qui renforcent la résilience aux événements inattendus, garantissant ainsi une meilleure atténuation et une meilleure préparation

CONTENU ET STRUCTURE

Le cours comportera un certain nombre de modules portant sur la protection sociale. L'on peut citer, entre autres, les modules suivants :

- **Module 1:** Protection Sociale et économie des soins en Afrique
- **Module 2:** Protection Sociale : Evaluation des besoins
- **Module 3:** Cadre conceptuel et réponses possibles
- **Module 4:** Mégatendances et chocs
- **Module 5:** Protection Sociale Sensible au Genre et réactive aux chocs
- **Module 6:** Suivi et évaluation des systèmes de protection sociale
- **Module 7:** Etude de cas par pays
- **Module 8:** Financement et mise en œuvre

METHODOLOGIE

Ce cours à rythme libre sera dispensé du **26 Janvier au 20 février 2026**.

Le cours sera modéré de manière asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer à des discussions en ligne hebdomadaires. En outre, chaque module comporte des leçons interactives qui fournissent le contenu de base autour du sujet de ce module. Les leçons sont conçues de manière que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension grâce à des quiz intégrés. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Web et des lectures facultatives sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet du cours.

PUBLIC CIBLE

Les Participants cibles sont les suivants :

- Middle and senior level policy officials and managers directly connected with or responsible for planning, designing, managing, monitoring, and evaluating Social Policy and Social Protection Policies; development policy and instruments in their countries;
- Les responsables et gestionnaires de niveau intermédiaire et supérieur directement liés ou responsables de la planification, de la conception, de la gestion, du suivi et de l'évaluation des politiques sociales et de protection sociale, des politiques et instruments de développement dans leur pays ;

Les fonctionnaires extérieurs aux institutions de planification de base qui jouent un rôle clé dans la formulation des politiques économiques et / ou sociales au sens large ; et de la protection sociale en particulier

INFORMATION ADDITIONNELLE

Admission au Cours

Les candidats au cours doivent avoir au minimum une licence en politique sociale ou en économie. De plus, deux années d'expérience de travail dans le domaine seront requises. Les candidates qualifiées sont vivement encouragées à postuler.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants sont acceptés au cours sur une base continue et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les candidatures doivent être remplies exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP au : <https://knowledge.uneca.org/idep>

Certificat

Un certificat de fin de stage sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui auront réussi les auto-évaluations liées au stage présentées pour chaque module.

Prérequis Techniques

L'accès à l'internet est une condition essentielle de la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciel, sont requises pour suivre ce cours d'apprentissage en ligne. Veuillez consulter votre administrateur de réseau ou votre responsable des systèmes pour vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Platform: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 or Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 MO de RAM, 1 Go d'espace disque disponible
- Logiciels:
 - Adobe Acrobat Reader
 - Adobe Flash Player
 - Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
 - Navigateur: Google chrome, Firefox 36 ou supérieur ou Internet Explorer 7 ou plus
- Modem: 56 K
- Noter que JavaScript, les cookies et les pop-ups doivent être activés

CONTACT

Division de l'Apprentissage en ligne et de la Gestion des Connaissances de l'IDEP
Tel: +221 33 829 55 00
Fax: +221 33 822 29 64
Email: elearning@unidep.org



N.B. : L'IDEP encourage et soutient vivement la participation de fonctionnaires féminins dûment qualifiés à son programme de développement des capacités et de formation.